



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)



HARIS DECEMBRE 2024

N°15

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

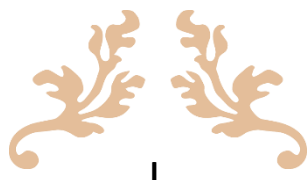
ISSN: 2709-5053

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°015 Décembre 2024

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Indexations internationales



<https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris>



TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23388>

auréHAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412>



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :

Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :

CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :

KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Coordonnateur de

Publication : SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO

Zana (Maitre-Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Péleforo Gon Coulibaly, Côte
d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Maitre-
Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Webmaster :

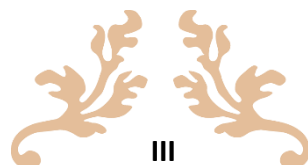
Kouakou
Kouadio Sanguen (Assistant
Département de
Mathématique et
Informatique, Université
Alassane OUATTARA)

Éditeur :

Laboratoire
d'Histoire des Relations
Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques
(LAHRIESPO), Université
Alassane OUATTARA)

Website : <http://www.revue-haris.org>

Courriels : cerriua01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

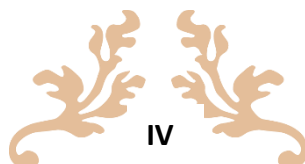
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-BATCHANA Esohanam, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-AKROBOU Agba Ezéquier, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-CAMARA Moritié, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

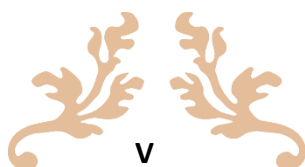
-GUESSAN Benoit, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-N'Guessan Mohamed, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-Ernest YAObI, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

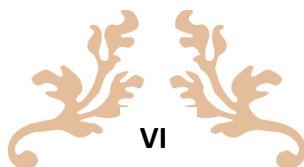
-GOLE Antoine, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-BAMBA Abdoulaye, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue <http://www.revue-haris.org>). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Serges MEYE NDONG & Christian MESSE MBEGA

Les Représentations des enjeux géopolitiques de la libre circulation des personnes et des biens au sein de la CEMAC : Entre États favorables et États réfractaires.....8-24

ADONI Kpelé Hervé

Les accords entre la Côte d'Ivoire et la France : 1960 à 202025-32

Laurent N'dri KOUAKOU & Hermann Djékoua Ouapo

Analyse de la politique de résilience de l'Ecole ivoirienne de 2002 à 2016.....33-52

Eric Chrisostome N'DO

Penser l'idéal démocratique dans la société contemporaine53-67

Ouanidanga Emmanuel SILUÉ

Que peut le peuple dans une bataille où l'Etat s'en sort ensanglanté ? Regard philosophique sur le pouvoir populaire en contexte de recomposition géopolitique.....68-80

AKPABIE Adoté Akué & KOMBATE Matiéyendou

Fragment de réflexion sur la mortalité chez les personnes souffrantes de cancer au Togo.....81-95

MBA MISSANG Frederick

La fête des cultures entre vivre ensemble et *Nation Branding* du Gabon96-113

Nahoua Karim SILUE & Foto Hervé ASSANVO

Engagement politique des femmes dans les organisations de masse sous le parti unique : Cas de l'Association des Femmes Ivoiriennes (1963-1990).....114-125





QUE PEUT LE PEUPLE DANS UNE BATAILLE OÙ L'ÉTAT S'EN SORT ENSANGLANTÉ ? REGARD PHILOSOPHIQUE SUR LE POUVOIR POPULAIRE EN CONTEXTE DE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE

Ouanidanga Emmanuel SILUÉ

Philosophie Politique et Sociale/ Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire : Email : silueemmanuel54@gmail.com

Résumé

Scandant jusqu'à écœurement des antiennes nationalistes et souverainistes, prenant expressément parti pour le changement de partenaires internationaux et pour la réforme des accords avec les anciennes puissances coloniales, certains peuples politiques africains ont clairement accédé à l'espace public international avec le *Realpolitik* qui le caractérise et expriment la nécessité d'une réévaluation de leur rôle dans la direction des politiques nationales. Cet article, de par son caractère pluridisciplinaire qui associe l'histoire politique et la sociologie politique à la philosophie politique a pour objectif de comprendre et de rationaliser la portée d'une contribution populaire dans le processus d'affirmation et d'autonomisation engagé par certains États africains. L'intérêt sociopolitique d'une telle étude consiste à développer une conscience politique éclairée chez les peuples africains. Elle permet de comprendre que les peuples africains, une fois éduqués à la politique, pourront constituer un véritable rempart pour les États engagés dans la conquête de la souveraineté politique, économique et culturelle.

Mots-clés : nationalisme, souverainisme, international, puissance coloniale, peuple politique.

Abstract

chanting nationalist antiphons to the point of disgust, expressly taking sides for the change of international partners and for the reform of agreements with the former colonial powers, certain African political peoples have clearly accessed the international public space with the *Realpolitik* which characterizes it and express the need for a reassessment of their role in directing national policies. This article, due to its multidisciplinary nature which combines political history and political sociology with political philosophy, aims to understand and rationalize the scope of a popular contribution in the process of affirmation and empowerment initiated by certain African States. The socio-political interest of such a study consists of developing an enlightened political consciousness among African people. It allows us to understand that African people, once educated in politics, can constitute a real bulwark for States engaged in the conquest of political, economic and cultural sovereignty.

Keywords: nationalism, sovereignism, international, colonial power, political people.

INTRODUCTION

De sa définition empirico-idéaliste où il désigne « un ensemble d'hommes habitant un même pays et qui partagent des institutions et des coutumes communes » (A. Karamoko, 2021, p.50) à son sens psychosociologique où il est assimilé à la partie moins savante de la société, porter une réflexion sur le peuple et à son interaction à la politique est loin d'être une sinécure.

Dans ce présent article, nous nommerons peuple politique, l'ensemble des individus ne prenant pas part au pouvoir mais qui constituent le grand nombre et qui ont un rapport à la chose politique. Cette notion de peuple regroupe ici, les jeunes, les femmes, les corps sociaux, professionnels, confessionnels etc. Il peut porter les dénominations de multitude, de société civile ou de citoyens.

Autrefois limité au simple spectateur ou consommateur, le peuple politique africain est aujourd'hui engagé dans l'espace public international où se déroulent le jeu et les enjeux de la souveraineté. Cette réaffirmation politique populaire intervient à une période de réchauffement diplomatique et de réorganisation/recomposition géopolitique dans une Afrique qui se trouve à la croisée des chemins en devenant l'épicentre d'une nouvelle Guerre Froide.

Si, de par sa nature, l'ordre internationaliste a occasionné « la perte de la capacité d'action de l'État national » (J. Habermas, 2000, p.61) et la réduction de l'imperium léviathanesque des États qui se voient vider progressivement de leur substantifique moelle souveraine, on pourrait s'interroger sur l'efficacité de l'implication des peuples dans ce monde d'hostilité et de domination : « Que peut le peuple dans une bataille où l'État s'en sort ensanglanté ? Regard

philosophique sur le pouvoir populaire en contexte de recomposition géopolitique ».

Le sujet sous une forme érotématique permet de mener une réflexion philosophique sur la portée d'une politique ouverte aux sensibilités populaires. Comment renforcer le pouvoir politique du peuple dans un contexte de réchauffement des relations internationales ? La défense de la souveraineté nationale en cours en Afrique, surtout dans sa partie occidentale, peut-elle se faire sans l'implication des peuples ? Le corps populaire peut-il faire l'économie de ses expressions passionnelles pour se reconstituer en corps politique efficient ? L'intéressement politique du côté des couches sociales dans une période de recomposition des alliances et d'émergence des tendances nationalistes, n'impose-t-il pas un développement de la conscience politique des peuples africains ?

En écrivant cet article, l'objectif est de montrer que la lutte pour la souveraineté politique, économique et culturelle ne peut se faire sans la prise en compte du peuple dans sa diversité.

Cela dit, il apparaît opportun de faire une analyse critique, à partir des théories platoniciennes et contre-platoniciennes de la participation politique des peuples (1) afin de comprendre la portée d'une entreprise politique de la multitude. Ce sujet, s'inscrivant dans l'étude des réalités géopolitiques, impose que l'on fasse une analyse descriptive des relations interétatiques et de ses effets dans le processus de libération/décolonisation politique en cours (2). Enfin, à partir d'une approche constructiviste, faut-il rebâtir le buste du corps populaire en lui reconnaissant une conscience politique qui nécessite malgré tout, d'être renforcée par une éducation à la politique (3).

1. LE PEUPLE, UN CORPS POLITIQUE À PART ENTIÈRE OU ENTIÈREMENT À PART ?

De l'Antiquité platonicienne qui récuse le droit à la participation politique des personnes n'ayant pas relevé le pari de leur rationalité, à l'engagement de Marx et des nouvelles théories critiques qui reconnaissent aux minorités intellectuelles, économiques, sociales et sexuelles une capacité politique, faut-il reconnaître que les références philosophiques sont assez riches lorsqu'il est question d'interroger le rôle politique des peuples.

1.1. Le platonisme ou le refus politique du peuple

La critique platonicienne de la démocratie participative, en tant qu'institution dédiée à l'initiative politique des peuples est connue. S'il laisse transparaître un scepticisme à l'endroit de ce système politique, ses motivations partent de l'irrationalité de la foule qui lui annihile toute légitimité politique. La condition première pour être légitimement admis à faire valoir son droit à la participation et à la délibération politiques consiste à relever le défi de l'intellectualité en étant capable d'user adéquatement de la raison, c'est-à-dire de s'affranchir de l'autorité des passions.

Pourtant, tel qu'il est connu, le peuple reste indéfectiblement contrôlé par les forces pulsionnelles et assimilé à ce qui pense mal, ce qui ne sait pas penser ou qui ne pense pas du tout, cette composante de la société qui ne pense pas au-delà des abstractions. Le peuple platonicien, antinomique du philosophe, est l'être doxastique demeuré dans la caverne¹ de l'inconnaissance.

¹ Dans son allégorie de la caverne, Platon faisait une bifurcation du monde. Le monde sensible, dont la caverne est la représentation, est celui des vérités apparentes, des idées

Pour être un acteur politique accompli dans la configuration platonicienne, il faudrait préalablement dépasser les vérités du monde sensible et s'élever dans celui des idées, de la connaissance vraie et absolue.

On comprend aisément que le platonisme est une onto-politique qui a l'épistémologie pour fondement. En rationalisant l'art politique, Platon avait pour but suprême de préserver ce domaine tant important que sensible, de l'invasion des raisonnements déviants, passionnés et orientés vers la satisfaction d'intérêts égoïstes.

S'il rend select, sélectif et exclusif la pratique politique, c'est essentiellement en raison de sa spécificité et de la noblesse de cette responsabilité qui ne doit être ni débridée ni vulgarisée. Faut-il comprendre ce qui suit : « La politique considérée comme l'art de la gestion de la cité est un art royal qui suppose que celui qui l'exerce soit en possession du principe d'ordre qui régit l'univers. Pour éviter la décadence de la cité, il faut qu'assument le pouvoir ceux qui détiennent le savoir » (A.K Sanogo, 2020, p.252).

Pour préserver la politique de sa dégénérescence et la cité de sa décomposition, le philosophe grec propose un élitisme intellectualiste par lequel, seuls les individus sainement identifiés comme meilleurs posséderont à exclusivité, le droit à la parole publique et à la participation délibérative.

Et dans *Protagoras*, il s'étonne que toutes les activités professionnelles requièrent, pour leur exercice, un savoir-faire minimal mais qu'on dénie à l'activité politique toute connaissance préalable comme si la science politique était une donnée infusée et inhérente à la nature humaine. Pourquoi « quand

irrationnelles, siège du philodoxe et le monde intelligible qui est le lieu du philosophe et de la vérité.

l'Assemblée se réunit, que, s'il s'agit pour la cité de constructions à entreprendre, on appelle en consultation les architectes, s'il s'agit de navires, les constructeurs de navires, et ainsi de suite pour toutes les choses qu'ils considèrent comme pouvant s'apprendre et s'enseigner » (Platon, 1959, 319b-c, p.33) mais qu'on refuse de lier la politique à la compétence, le savoir-faire politique aux sachants de la politique ?

Il est inadmissible, dans le rationalisme platonicien, que la politique soit un domaine ne nécessitant de spécialisme comme si la compétence politique était la mieux partagée au monde. Lorsque nous sommes confrontés à une difficulté quelconque ou lorsque notre besoin s'oriente vers une profession, le premier réflexe consiste à se référer aux spécialistes mais quand il s'agit de politique, on se permet de l'ouvrir à tous et à toutes les sensibilités possibles.

La politique, à l'instar des autres activités, nécessite une compétence de la part de ceux qui la pratiquent. Cette compétence n'est ni innée ni universelle pour être reconnue au peuple dans sa globalité. Bien au contraire, elle doit être privatisée et limitée qu'à ceux qui possèdent la connaissance et l'information suffisante pour conduire le navire de la cité.

C'est à cette condition que réside, selon Platon, la force d'une nation et non dans l'extensibilité de la liberté démocratique qui déprofessionnalise l'art politique en associant les peuples aux instances délibératoires.

Même si le rituel démocratique réclame le respect de l'égalité entre tous les composants de la cité, la théorie politique platonicienne récuse cette isonomie car relevant d'une pure utopie. En lieu et place de cette forme irréaliste de l'égalité, Platon propose une justice de nature rétributive et

restitutive par laquelle les actions et responsabilités des uns et des autres seront prises individuellement et non collectivement.

On pourrait soutenir que « la véritable égalité, selon Platon, est d'ordre géométrique, c'est-à-dire qu'elle accorde plus à celui qui est plus considérable, et moins à celui qui l'est à un degré moindre. Elle se fonde donc sur la valeur personnelle de chacun, et non sur sa simple qualité de citoyen » (A. K. Sanogo, 2020, pp. 76-77). Pour cela, l'égalité que promet l'offre démocratique pour soumettre les sujets politiques au jugement et à l'intervention du grand nombre perd toute sa force de légitimation car il n'est pas question de privilégier « l'égalité du nombre au détriment de la sagesse » (A. K. Sanogo, 2020, p.77).

Ce qui pourrait garantir un véritable amendement démocratique et installer un espace politique avec des contenus de qualité (débats éclairés par la raison, décisions objectivantes, saine concurrence politique etc.), c'est la prévalence qui sera accordée aux intellectuels et aux professionnels reconnus de la politique. Considérant le peuple ou le philodoxe comme une entité fruste, inéduquée et profondément passionnée, Platon ne peut l'édifier en agent politique de référence.

1.2. Pour une reconnaissance politique du peuple

La critique platonicienne de la participation populaire à la charge politique est compréhensive puisqu'elle découle de son aversion pour le système démocratique. Mais nos États qui ont fait le choix de la démocratie sont dans l'obligation d'associer le peuple aux prises de décisions pour de multiples raisons.

La première et la plus évidente réside dans la source de légitimation de la politique en démocratie. Ici, c'est le peuple, détenteur suprême du pouvoir, qui donne la légitimité à un

gouvernement en lui accordant son suffrage. Pour cela, il ne peut avoir de pouvoir politique que celui qui s'accompagne de l'approbation populaire.

Toutes les décisions relevant de l'intérêt national ou toute initiative prise par l'État doivent manifester la volonté ou le consentement du peuple. Plus précisément : « s'il doit émerger une volonté au niveau de l'État, il faut que la multitude soit impliquée dans sa formation » (É. Balibar, 1985, p.87).

De ce fait, la démarcation établie entre peuple et politicien professionnel perd tout son sens dans un gouvernement de référence démocratique. En lieu et place de cette opposition ou distinction, faudrait-il considérer le peuple et les décideurs politiques comme des partenaires d'une cause commune.

L'erreur de l'hermétisme politique platonicien consiste au fait d'établir une similarité entre la politique et les autres composantes professionnelles en réclamant une spécialisation pour la première. En réalité, l'activité politique échappe au spécialisme ou à la professionnalisation.

Loin d'être un métier, elle est une vocation, mieux, un devoir. Un artisan ou tout autre exerçant d'une activité professionnelle est défini par la recherche du gain et du profit personnel.

En professionnalisant la politique, on lui extirpe sa substantifique moelle, sa pureté éthique et morale. Pourtant, s'engager politiquement, c'est avant tout faire vœu de pauvreté et de désintérêt qui nécessite prioritairement un développement du sens moral et non un savoir encyclopédique ou une culture hautement étendue de l'art politique.

C'est donc sur la qualité morale des individus qu'il faut espérer pour l'avènement d'une politique bienveillante et non s'assurer de leur efficacité en se référant exclusivement à leur qualité intellectuelle. Le philosophe politique a raison d'écrire ceci : « Il ne suffit pas d'être savant, il faut encore être bon » (M. Savadogo, 2012, p.32). Sans l'autorité de la morale, le savoir se reconstitue en moyen d'instrumentalisation de l'autre.

Ainsi, l'intellectualisme qui exclut d'office le peuple du jeu politique doit connaître ses propres limites théoriques lorsqu'il est question de rechercher des participants de choix pour une délibération politique de qualité.

Le meilleur agent propice à la pratique politique est celui qui est simultanément éclairé par la raison et qui compte dans ses qualités psychologiques, une bonne somme de moralité. « Il s'agit (en effet,) des personnes potentiellement concernées dont le potentiel scientifique fait autorité sur des questions précises et dont l'autorité morale reste intacte » (Y. E. Kouassi, 2014, p.52). Où retrouver ces personnes à l'intérieur de nos sociétés ?

À l'évidence, c'est au sein du peuple que se trouvent des personnes qui agissent pour l'intérêt général et pour l'hallali d'une politique autoritariste. Généralement constituées en Société Civile, ces personnes sont entre autres les artistes, les écrivains, les intellectuels critiques, les jeunes engagés etc. En Afrique, ce sont elles qui ont toujours été en première ligne durant les luttes de libération qui ont abouti aux indépendances.

Aujourd'hui encore, ce sont elles qui ont inauguré des mouvements citoyens allant de la critique du FCFA, de la réforme des rapports avec les anciennes puissances coloniales, à la critique des régimes dictatoriaux etc.

Ces mouvements sociaux de citoyens critiques se remarquent principalement dans les parties francophones d'Afrique et les plus actifs sont *Le balaie citoyen* au Burkina Faso, *Y'en a marre !* au Sénégal ou *La Lucha* du Congo RDC. Pris sous cet angle, ces mouvements sociaux apportent une contradiction aux théories hermétistes de la politique et apportent de la légitimité à la participation politique de la multitude.

Emmanuel Kant faisait déjà savoir l'erreur des conceptions qui se convainquaient de l'impéritie du grand nombre à se constituer en corps politique efficace. Pour lui, « un public ne peut accéder que lentement aux lumières » (E. Kant, 1985, p.211) ce qui est contraire aux idées fatalistes et pessimistes selon lesquelles le public ne peut accéder à la lumière, c'est-à-dire à un rationalisme politique. Les nouvelles sociétés civiles engagées sont la preuve que l'inculture politique populaire n'est pas un *fatum* :

Il se trouvera toujours (nous dit Kant), même parmi les tuteurs attirés de la masse, quelques hommes qui pensent par eux-mêmes et qui, après avoir personnellement secoué le joug de leur minorité, répandront autour d'eux un éclat d'esprit où la valeur de chaque homme et sa vocation à penser par soi-même seront estimées raisonnablement. (E. Kant, 1985, p.210).

L'opinion publique n'est donc pas fatalement et indéfectiblement le lieu de l'expression des passions grégaires. Elle est aussi une voie/voix politique à prendre en compte dans la mise en œuvre d'une politique nationale d'intérêt commun.

Il est donc temps de « rompre avec ce fétichisme intellectualiste et jacobin à la manière de Lénine, qui définit le peuple ou la masse à la fois comme cette chora, ce pays, cette lande, cette doxa platonicienne qui « pense mal, qui ne pense pas », marécage réfractaire aux tentatives de la pensée et du *logos* »

(A. Karamoko, 2021, pp.43-44), pour le concevoir comme un acteur politique accompli car en son sein, se trouvent des personnes avertis, des groupes sociaux politiques non-politiciens dont les actions sont tout aussi significatives. Alors, plus que jamais, il faut « grandpubliquiser » la compétence politique surtout en ces temps de recomposition des relations internationales où le soutien populaire à la classe politique dirigeante s'impose avec acuité.

2. L'ÉTAT DES RELATIONS INTERNATIONALES AU XXIE SIÈCLE

Si la souveraineté de l'État n'est plus conçue comme indivisible, mais partagée avec des acteurs internationaux ; si les États n'ont plus le contrôle de leurs propres territoires ; et si les frontières territoriales et politiques sont de plus en plus perméables, les principes centraux de la démocratie libérale – l'autonomie politique, le demos, la condition du commun accord, la représentation et la souveraineté populaire – deviennent incontestablement problématique. (J. Habermas, 2000, p.47)

Cette phrase d'Habermas est largement suffisante pour dresser l'état des lieux de l'espace public internationaliste où l'État n'est plus le métronome, le centre autonome de prise de décisions politiques. Nos États africains se trouvent aujourd'hui entre deux eaux. La première, c'est l'hégémonie qu'exercent sur eux, les anciennes autorités coloniales et la seconde est la convoitise dont ils sont l'objet de la part des grandes puissances actuelles.

2.1. L'hégémonisme des relations interétatiques

C'est Spinoza qui nous enseignait que toute relation politique, quelle se tienne à l'intérieur d'une nation ou à l'échelle internationale, n'échappe aux lois intemporelles et universelles de la nature où les plus

forts imposent leur empire sur les plus faibles. « Les poissons sont déterminés par la Nature à nager, les grands poissons à manger les petits ; par suite les poissons jouissent de l'eau, et les grands mangent les petits, en vertu d'un droit naturel souverain » écrivait-il (B. Spinoza, 1993, Chapitre XVI, §2, p.161).

L'espace public international actuel, malgré son encadrement par des textes, Conventions et Traités qui promulguent essentiellement des principes westphaliens de non-ingérence, de non-intervention et de non-occupation, ne sont pas à l'abri des dérives de ces droits naturels car au constat, notre contemporanéité politique internationale est manifestement le lieu d'influence, de domination et de contrôle.

L'idée d'une unité de l'espèce humaine autour de l'idéal cosmopolitique a vu la réduction progressive de la souveraineté politique des États les moins outillés et implanter l'hégémonie des grandes puissances mondialistes. La réalité cosmopolitique a modifié le paradigme classique de l'État-nation si bien que celui-ci se retrouve subordonné à des règles fixées à l'échelle internationale et perd de plus en plus son pouvoir décisionnaire.

Dans ce *new deal* cosmopolitique, en effet, la gouvernance échappe à la discrétion des États et leur espace de liberté et de souveraineté se réduit considérablement avec une réglementation de la politique locale par d'énormes conditionnalités. L'État apparaît aujourd'hui comme une communauté politique de seconde zone qui reste sous l'empire d'un système de l'économie capitaliste mondialiste.

Bertrand Badie traduit cette réalité internationaliste en ces termes : « Le concert des nations donne aux États les plus forts le droit de décider de la souveraineté de l'autre, de déterminer si celle-ci est conforme aux

règles et aux principes qui constituent les normes internationales, si elle est dotée des capacités minimales qui la rendent recevable » (B. Badie, 1999, p.106).

Pourtant, depuis C. Schmitt (1992, p.85) on sait que « le décisionnisme » ou le pouvoir discrétionnaire de l'autorité politique à exercer librement sa souveraineté sans se soumettre aux idéaux normatifs est la première caractéristique et la première marque de reconnaissance d'un État souverain.

Les États faibles, surtout ceux de l'Afrique s'écroulent sous le poids de la pression, du contrôle et de l'ingérence des puissances mondialistes. Faut-il bien intégrer l'idée que « ces États qui s'écroulent, ces « Léviathans boiteux », sont bel et bien des produits de la vie internationale et si leur souveraineté s'est effectivement effritée, on retiendra surtout qu'elle a bel et bien été abolie par la communauté internationale » (B. Badie, 1999, p.107).

Les États qui ont perdu leur impérium doivent-ils, pour ces raisons, sortir de l'ordre international dit impérial ? Les nouveaux États africains doivent-ils renforcer leurs organisations politiques régionales et sous-régionales où s'allier, comme ce qui se remarque, derrière les blocs construits depuis la Guerre Froide ?

2.2. Le spectre des blocs qui plane sur l'Afrique

La bifurcation de la scène politique internationale divisée entre l'Est communiste et l'Ouest capitaliste, se ressent aujourd'hui dans la configuration des États de la région africaine. Le continent est devenu le nouveau théâtre des opérations où s'expriment les rivalités entre grandes puissances.

Si la Guerre Froide a eu pour terre de naissance l'occident, c'est l'Afrique qui est devenue depuis

quelques années, sa nouvelle terre d'accueil.

La présence de bases militaires, la forte présence des soldats et mercenaires étrangers, l'ingérence politique et sécuritaire des grandes puissances d'un côté, la volonté largement diffusée des peuples et autorités politiques africaines de changer de partenaires traditionnels suivie de l'extension du sentiment prorusse et la désapprobation de la politique africaine de la France d'un autre côté, sont autant de preuves que le continent se trouve à la croisée des chemins et son destin ne pourrait être envisagée sans la prise en compte de cette nouvelle reconfiguration géopolitique.

Si par exemple, les nouvelles alliances transnationales comme l'AES démontrent clairement leur volonté de changer de positionnement politique en ayant désormais pour partenaires privilégiés les États comme la Russie et la Chine, leurs voisins comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Togo, le Bénin etc. qui, n'ayant pas suivis cette dynamique sont vus par une grande partie de l'opinion publique comme des collaborateurs de la partie occidentale.²

Cette nouvelle carte géopolitique africaine ne pouvait que fragiliser les relations bilatérales et multilatérales et créer des tensions entre ces différents États comme en témoigne le cas des 49 soldats ivoiriens³ détenus au Mali et les risques d'affrontement entre soldats ivoiriens et burkinabés aux frontières.

Deux ou plusieurs blocs se font donc remarquer dans une Afrique qui mène des combats par procuration et

² Certes ces pays collaborent avec l'occident (ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi), mais ils sont très ouverts aujourd'hui à d'autres partenaires. Le cas de la Côte d'Ivoire est connu : l'armée française se retirent progressivement, le camp de Lomo-Nord a été restitué au FACI, le 43^e BIMA est en cours de restitution, la Chine aujourd'hui tout comme les USA, est un équipementier et partenaire important de l'armée ivoirienne. Le récent défilé

qui minimise les risques de désintégration que cela pourrait avoir entre les États qui se reconstituent géopolitiquement.

L'influence sino-russe et la rupture des relations diplomatico-militaires avec des États occidentaux du côté de l'AES et la volonté de leurs voisins d'ouvrir leur politique internationale se justifient pour les uns par le besoin de restaurer la sécurité et l'intégrité nationales dégradées malgré la présence de leurs anciens soutiens internationaux et pour les autres de poursuivre leur dynamique de développement qui ne peut s'effectuer que par une politique d'ouverture. Mais de quoi a réellement besoin l'Afrique dans son approche géopolitique ?

Ce n'est ni par la célébration de Poutine, ni par l'exhibition du drapeau français que les objectifs de maintien d'ordre et de développement rentreront dans l'existence mais par une prise en main, par les États africains de leur destin politique en se réaffirmant et non en s'alignant car tout ralliement ne peut déboucher que sur de l'assujettissement.

La promesse russe de redonner aux États du Sahel leur sécurité sans la garantie de l'établissement de l'état de droit, de la démocratie ou de la promotion des droits de l'homme reste moins séduisante que la promesse démocratique faite par l'occident sans la prise en compte réelle du souci sécuritaire que connaît le continent dans un contexte de djihadisme et de séparationnisme.

Le continent n'a donc pas à choisir des partenaires spécifiques en s'alignant derrière un camp camarade

des forces chinoises le 7 aout 2024 est bien illustratif. Donc dans la matière chaque pays a vraiment son style. L'AES a décidé d'un remplacement d'un camp par un autre camp alors que d'autres pays comme la Côte d'Ivoire sont dans une politique de diversification et de mise en concurrence des partenaires internationaux.

³ Arrêtés le 10 juillet 2022 et graciés le 6 janvier 2023.

et en tenant l'autre camp pour ennemi. Ce n'est que par la diversification des partenaires internationaux qu'une bonne politique internationale des nouveaux États africains pourra être mise en place et qui servira de paravent contre toutes velléités d'ingérence ou de domination étrangère.

3. QUEL PEUPLE POUR UNE SOUVERAINETÉ POLITIQUE ?

Quitter la juvénilité de l'esprit pour accéder, au moyen de l'éducation, à la maturation de la conscience politique populaire est le but poursuivi par ce point de notre article. Il se refuse le droit de manifester une acrimonie contre les gouvernements de l'AES mais comprend cette actualité politique sous-régionale comme la conséquence d'une crise de confiance entre les peuples et la classe politique traditionnelle.

3.1. AES, par-delà le bien et le mal

L'Afrique, surtout sa partie Ouest, traverse un moment d'inflexion de son histoire avec la création de l'Alliance des États du Sahel (AES)⁴. En vérité, le « politisme » qui s'exprime sur le continent accompagné de la prééminence géopolitique avec son fantôme de la Guerre Froide, ne pouvait qu'engendrer des opinions disparates sur l'avènement d'une coopération transnationale de telle nature.

La circonspection reconnue à la méthode philosophique dépassionnée notre démarche en nous interpellant sur la nécessité de poser des interrogations par-delà les aperceptions usuelles dans l'espace public africain portées sur cette alliance. Placer cette alliance nouvelle par-delà le bien et le mal, c'est la mettre à l'abri des idées prévenues, des préjugés du premier genre, susceptibles de juger sa formation sous

le prisme du rituel démocratique ou sur les réalités spécifiques qui ont précédées et justifient sa formation.

Le temps du questionnement est donc venu : Le contenu d'un message ou d'un projet politique peut-il être convaincant sans la prise en compte du degré de légitimité des acteurs qui ont participé à son énonciation ? Cette initiative politique transnationale doit-elle être jugée dans la stricte intimité démocratique, c'est-à-dire uniquement sur son rapport aux règles et recommandations du système démocratique ?

Il est reproché prioritairement aux autorités qui sont à l'origine de ce projet révolutionnaire d'être parvenu à la gestion du pouvoir d'État au moyen des armes, ce qui, au regard des règles qui couvrent le jeu démocratique, jette le discrédit sur leur légitimité.

À ce démocratismes, on oppose cette affirmation nietzschéenne : « Le principe démocratique ne suffit pas, il faut encore une réalisation effective des forces et des valeurs » (F. Nietzsche, 2006 p.236). Quelles peuvent être ces forces et valeurs dans ce contexte précis ? La dégradation de la sécurité et le dysfonctionnement politique à l'intérieur des trois États signataires de cet accord intergouvernemental constituent autant de justifications à la venue au pouvoir des régimes militaires.

Dans l'ordre démocratique, un gouvernement est dit légitime lorsque ses actions sont suivies de l'assentiment populaire. Pourtant, il est incontestable que ces régimes bénéficient depuis leur avènement, du soutien de leurs populations respectives.

Cette mobilisation citoyenne témoigne de la disgrâce que le peuple éprouvait pour les politiciens professionnels dont la gouvernance

⁴ Alliance des États du Sahel, aussi appelée Liptako-Gourma, est un accord de défense conclu entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger

le 16 septembre 2023 qui a pour objectif principal de lutter contre l'insécurité dans ces différents États.

s'est montrée inopérante pour assurer la stabilité nationale. La crise de la confiance institutionnelle et l'assurance que donne l'homme armé auquel le peuple se reconnaît, ont permis de modérer « les instincts démocratiques de l'âme moderne » (F. Nietzsche, 2006, p.44) dans ces différents États où la vie de couple peuple-gouvernement est à son idylle parfaite.

L'homme en arme inspire confiance et rassure surtout dans un contexte de fragilité sécuritaire et lorsqu'il est de notre camp. C'est ce sentiment de confiance qui détermine le comportement des populations de l'AES. Pour une fois, les peuples semblent se reconnaître dans la politique annoncée par ses classes politiques.

Venus par le mal (coup d'État militaire) pour parvenir au bien (rétablissement de la confiance institutionnelle), les gouvernements de l'AES brisent la croyance ancrée dans les antinomies de valeurs. « Comment une chose pourrait-elle naître de son contraire? (F. Nietzsche, 2006, p.20) s'interrogeait Nietzsche.

Comment d'une dictature militaire peut naître une démocratie vraie et durable ? Jerry Rawlings, venu par un putsch n'a-t-il pas doté le Ghana d'institutions démocratiques fortes et d'une réelle culture politique populaire faisant de lui une référence démocratique dans la sous-région Ouest africaine ? Les dérives potentielles d'un pouvoir géré par des hommes en armes sont connues.

Les gouvernements militaires sont coutumiers à certaines dérives autoritaires comme la limitation des libertés publiques, la propagande, la désinformation, l'extension du populisme et de l'instrumentalisation des peuples.

Peut-on, en toute conscience, purifier les personnalités politiques de l'AES « de la malpropreté inhérente à

toute activité politique » (F. Nietzsche, 2006, p.91) ?

En tout état de cause, que l'AES s'assimile au bien ou au mal, ses dirigeants ne doivent jamais perdre de vue cette maxime nietzschéenne : « Quand on lutte avec des monstres, on doit veiller à ne pas devenir soi-même un monstre. Quand tu fixes longtemps ton regard dans l'abîme, l'abîme fixe aussi son regard en toi. » (F. Nietzsche, 2006, p.113).

3.2. Intellectualisation ou autonomisation politique des peuples

L'actualité politique sous-regionale marquée par un réenchâtement politique du côté du peuple, surtout lorsqu'il est question de défendre l'identité et la souveraineté nationales mérite qu'une véritable éducation à l'agir politique soit mise en place car l'engagement politique sans le soutien d'une culture politique laisse planer la menace du populisme.

La politique d'autodétermination engagée par les nouvelles élites africaines (gouvernements et Organisations de la Société Civile) doit être essentiellement renforcée par un corps politique éduqué à la politique. Il ne s'agit plus d'exclure le peuple de la scène politique au motif de son irrationalité ou parce qu'il n'a pas connaissance des externalités des actions qu'il entreprend, ni de lui confier la charge de la direction des affaires politiques parce qu'il constitue l'essentialité de la vie politique.

C'est « le rôle de l'État n'est pas d'exprimer, de résumer la pensée irréfléchie de la foule, mais de surajouter à cette pensée irréfléchie une pensée plus méditée » (E. Durkheim, 1990, p.125) affirmait le sociologue.

Il revient aux nouvelles sociétés africaines en cours de mutations importantes, de développer une conscience politique populaire

capable d'accompagner
rationnellement les entreprises
gouvernementales.

À la critique platonicienne de l'irrationalité de la *doxa*, doit se substituer une approche kantienne qui entrevoit une publicité de la raison politique des minorités intellectuelles par le moyen de l'éducation qui pourra développer le sens de l'esprit critique. Comme rapporté, en effet, par Michel Onfray : « Kant considère que les plus cultivés se doivent d'éduquer les citoyens qui le sont moins, afin qu'ils puissent également contribuer à l'opinion publique » (M. Honfray, 2007, p.4).

C'est donc un devoir moral et civique pour l'État et pour les intellectuels de conduire le reste des membres de la communauté vers la lumière de l'intelligence afin de rationaliser les pratiques politiques. Par ce paternalisme exercé par les intellectuels, le peuple possédera une connaissance adéquate du contenu de la politique internationale entamée par le gouvernement et ses enjeux spécifiques, possédera les moyens de son autodétermination, de son autonomie psychologique et politique.

Cette idée est assez expressive dans ces mots du philosophe :

Il incombe à présent à la fraction des Intellectuels "révolutionnaires", c'est-à-dire capables de résister aux tentations du pouvoir, de l'enrichissement, de l'opportunisme et de l'individualisme, d'apporter aux masses en Afrique, les éléments de connaissance politique, culturel, économique et social, nécessaires à leur libération dans l'acquisition d'une direction révolutionnaire. (Abou Karamoko, 2021, pp.74-75)

Alors, il va de soi que le peuple constitue un atout inestimable pour un gouvernement qui s'engage pour sa souveraineté concrète. Mais faut-il que ce peuple soit éduqué et informé des réalités de la politique et de la

géopolitique car « le temps de la petite politique est passé » (F. Nietzsche, 2006, p.159).

Nous sommes à l'ère de la grande politique, celle qui rajoute, à la puissance étatique, la contribution des forces vives de la société pour parvenir à une puissance unitaire capable de protéger l'intégrité politique et culturelle de l'État-national.

CONCLUSION

En définitive, on retient que reconnaître un éveil de conscience politique des peuples africains ne relève pas de la fiction. Nietzsche ne manquait cependant de nous enseigner une leçon qui prend tout son sens dans l'expression de la politique des peuples en Afrique : « Il faut compter qu'un peuple qui souffre et veut souffrir de fièvre nationaliste et d'ambition politique voie s'amonceler sur son esprit de nombreux nuages, des troubles, bref de courts accès d'abrutissement » (F. Nietzsche, 2006, p.21) autrement dit, l'appétition nationaliste et l'inflation du « politisme » qui se font remarquer dans l'engagement politique des peuples à travers les discours populistes ne peuvent conduire qu'à sa corruption et le rendre inopérant.

C'est là qu'intervient la philosophie politique qui a pour mérite de faire prendre la pleine mesure des externalités politiques de nos actions publiques.

Ce n'est que par une éducation à la culture politique que l'opinion publique africaine accédera à une maturation politique pouvant sanctifier son droit de participation à la charge politique et à la constituer en acteur clé dans ce *new deal* géopolitique qui influence l'autonomie et les capacités d'actions des États particuliers.

Intellectualiser un peuple, c'est lui offrir les rudiments essentiels pour sa libération psycho-politique et les moyens solides pour sa réfection culturelle. Aucun État ne peut réussir le pari de garder intacte sa souveraineté sur la scène internationale sans le soutien de son peuple et les chances de déstabilisation ou d'éjection d'un gouvernement par une puissance extérieure sont infiniment réduites quand celui-ci possède la bénédiction de son peuple.

C'est pourquoi, au-delà des réquisitoires contre l'AES, force est de reconnaître que ses gouvernements bénéficient de l'approbation de leurs peuples ce qui pourrait leur conférer une certaine légitimité malgré leur mode d'accès au pouvoir.

La réflexion d'inspiration philosophique que nous avons portée sur les nouvelles mutations dans les politiques internes et externes des États nous a révélé l'importance d'une implication des peuples dans la bataille pour la souveraineté vraie, de la libération politique, économique, culturelle et sociale.

Ainsi, à la question : « que peut le peuple dans une bataille ou l'État s'en sort ensanglanté » ?, convient-il de retenir qu'il est contre-intuitif et contreproductif qu'une politique se tienne, quel qu'en soit le lieu, sans la constellation des différentes forces sociales qui composent le peuple car ce sont elles qui constituent le véritable rempart pour le gouvernement.

BIBLIOGRAPHIE

BADIE Bertrand, 1999, *Un monde sans souveraineté, les États entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, 304 p.

BALIBAR Étienne, 1985, *Spinoza et la politique*, Paris, PUF, 127 p.

HABERMAS Jürgen, 2000, *Après l'État-nation : une nouvelle constellation politique*, traduit par Rainer Rochlitz, Paris, Fayard, 158 p.

HONFRAY Michel, 2007, *Les ultras des lumières ; Contre-histoire de la philosophie*, Paris, Éditions Grasset et Fasquelle, 352 p.

KANT Emmanuel, 1985, « Réponse à la question : Qu'est-ce que les lumières ? » in *Œuvres philosophiques*, tome 2 : Des Prolégomènes aux Écrits de 1791, traduit et annoté par Heinz Wismann, Paris, Gallimard, pp.209-217.

KARAMOKO Abou, 2021, *État africain, violence et théorie critique : Entre les lignes*, Paris, L'Harmattan, 200 p.

KOUASSI Yao Edmond, 2014, *colonisation et société civile en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 178 p.

PLATON, 1955, « Protagoras » in *Œuvres complètes*, tome III, 1ere partie, texte établi et traduit par Alfred CROISET, Paris, Les belles lettres, pp.1-86.

SANOGO Amed Karamoko, 2020, *La théorie platonicienne de la justice ; essai sur la cohésion sociale*, Abidjan, NEB, 246 p.

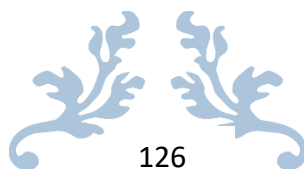
SPINOZA Baruch, 1993, *Traité Théologico-politique*, Traduit par Charles Appuhn, Paris, Essai, 382 p

NIETZSCHE Friedrich, 2006, *Par-delà le bien et le mal*, présenté et traduit par Kremer-Marietti, Paris, L'Harmattan, 284 p.

Numéro 015 Décembre 2024
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°15 Décembre 2024